



## CHAPITRE 111

### Loi du prêt agricole

## CHAPTER 111

### Farm Loan Act

Interpré-  
tation :  
« Com-  
mission » ;

1. Dans la présente loi:  
1° Le mot « commission » signifie et désigne la Commission du prêt agricole canadien, instituée sous l'autorité de la Loi du prêt agricole canadien (S. R. C. 1952, chap. 36) ;

« em-  
prun-  
teur » ;

2° Le mot « emprunteur » signifie et désigne un cultivateur de cette province qui a obtenu un ou des prêts sous le régime des dispositions de ladite loi du Canada ;

« obliga-  
tion du  
prêt  
agricole » ;

3° Les mots « obligation du prêt agricole » signifient et désignent une obligation émise sous l'autorité de ladite loi du Canada ;

« prêt » ;

4° Le mot « prêt » signifie et désigne tout emprunt consenti sous l'autorité de ladite loi du Canada ;

« Socié-  
té » ;

5° le mot « Société » désigne la Société du crédit agricole visée à la loi du Parlement du Canada 7-8 Elizabeth II, chapitre 43 ;

« Office » .

6° le mot « Office » désigne l'Office du crédit agricole institué par la Loi du crédit agricole (chap. 108). S. R. 1941, c. 114, a. 2 ; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 1.

Contribu-  
tion du  
gouverne-  
ment.

2. Le gouvernement paie pendant la durée du prêt la différence, n'excédant pas trois (3%) pour cent, entre l'intérêt annuel de trois (3%) pour cent et celui chargé par la commission aux cultivateurs de la province sur le capital des prêts à eux faits ayant le 8 novembre 1950 en vertu des dispositions de la Loi du prêt agricole canadien.

Fonds  
consolidé.

Le ministre des finances doit payer à qui de droit, à même le fonds consolidé du revenu, la part contributive du gouver-

1. In this act:

(1) "Board" means the Canadian Farm Loan Board established under the Canadian Farm Loan Act (R. S. C., 1952, Chap. 36) ;

(2) "borrower" means a farmer of this Province who has obtained one or more loans under the provisions of the said Act of Canada ;

(3) "farm loan bond" means a bond issued under the authority of the said Act of Canada ;

(4) "loan" means any loan made under the authority of the said Act of Canada ;

(5) the word "Corporation" means the Farm Credit Corporation established by the Act of the Parliament of Canada 7-8 Elizabeth II, Chapter 43 ;

(6) the word "Bureau" means the Quebec Farm Credit Bureau established by the Farm Credit Act (Chap. 108). R. S. 1941, c. 114, s. 2 ; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 1.

Interpre-  
tation :  
"Board" ;

"borrow-  
er" ;

"farm  
loan  
bond" ;

"loan" ;

"Corpora-  
tion" ;

"Bureau" .

2. The Government shall pay, during the period of the loan, the difference, not exceeding three per cent (3%), between the annual interest of three per cent (3%) and that charged by the Board to the farmers of the Province on the capital of loans made to them before the 8th November, 1950 under the Canadian Farm Loan Act.

The Minister of Finance shall pay the Government's contributory share of such payments to the persons entitled thereto,

Govern-  
ment  
contribu-  
tion.

Pay-  
ment.

nement sur ces versements. S. R. 1941, c. 114, a. 9; 14-15 Geo. VI, c. 45, a. 1.

out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 114, s. 9; 14-15 Geo. VI, c. 45, s. 1.

Paiements  
par Office.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à payer, à compter du 1er mai 1962 sur les prêts hypothécaires consentis par la Société ou la commission à des cultivateurs de cette province, après le 8 novembre 1950, la différence entre l'intérêt annuel de deux et demi pour cent et celui dû à la Société.

3. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he shall determine, may authorize the Bureau to pay, as from the 1st of May 1962, on hypothecary loans made by the Corporation or the Board to farmers of this Province, after the 8th of November 1950, the difference between the annual interest of two and one-half per cent and that owing to the Corporation.

Payments  
by  
Bureau.

Montant  
du prêt.

Cette différence n'est payée que sur un prêt n'excédant pas quinze mille dollars, si le prêt excède ce montant elle n'est payée que sur une partie de l'intérêt proportionnelle à la fraction du prêt correspondant à quinze mille dollars.

Such difference shall be paid only on a loan not exceeding fifteen thousand dollars, and if the loan exceeds such amount it shall be paid only on a portion of the interest proportionate to the fraction of the loan corresponding to fifteen thousand dollars.

Amount  
of loan.

Prêt fait  
avant mai  
1962.

Pour l'application du second alinéa aux prêts consentis avant le 1er mai 1962, le solde du principal à cette date est considéré comme le montant du prêt. S. R. 1941, c. 114, a. 3; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 2.

In applying the second paragraph to loans made before the 1st of May 1962, the balance of the principal on that date shall be considered as being the amount of the loan. R. S. 1941, c. 114, s. 3; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 2.

Loans  
made be-  
fore May,  
1962.

Assuma-  
tion de  
certaines  
dettes.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à assumer, jusqu'à concurrence de trois mille dollars, un tiers de la dette envers la Société d'un emprunteur ayant obtenu d'elle après le 1er mai 1962 un prêt semblable à un prêt d'établissement de l'Office.

4. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he shall determine, may authorize the Bureau to assume up to an amount of three thousand dollars, one-third of the debt owed to the Corporation by a borrower who has obtained from the Corporation after the 1st of May 1962 a loan similar to a settlement loan from the Bureau.

Assump-  
tion of  
certain  
debts.

Condi-  
tion.

Pour avoir droit à cet avantage, l'emprunteur doit prouver à la satisfaction de l'Office qu'il a demeuré sur sa ferme et l'a cultivée, sans interruption, pendant les dix ans suivant la date de la signature de l'acte d'obligation. Cet avantage n'est accordé qu'une seule fois à la même personne.

To be entitled to such advantage, the borrower must prove to the satisfaction of the Bureau that he has lived on his farm and has cultivated it, without interruption during the ten years following the date of signature of the deed of loan. Such advantage shall be granted only once to any one person.

Condi-  
tions.

Succes-  
sion.

Au cas de décès avant l'expiration des dix ans susmentionnés, l'avantage peut être accordé à toute personne que l'Office reconnaît comme ayant continué à remplir les obligations de l'emprunteur. S. R. 1941, c. 114, a. 4; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.

In the case of death before the expiration of the ten years above mentioned, the advantage may be granted to any person whom the Bureau recognizes as having continued to discharge the obligations of the borrower. R. S. 1941, c. 114, s. 4; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4.

Succes-  
sion.

Autorisa-  
tion à  
payer cer-  
tains inté-  
rêts.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine,

5. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he shall deter-

Authori-  
zation of  
certain in-  
terest pay-  
ments.

autoriser l'Office à payer, à compter du 1er mai 1964, sur les prêts consentis à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps de cette province, après le 26 juin 1954, sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (S. R. C., 1952, chap. 280), la différence entre l'intérêt annuel de deux et demi pour cent et celui dû sur ces prêts.

Restriction.

Cette différence n'est payée que sur un prêt n'excédant pas quinze mille dollars et, si le prêt excède ce montant, elle n'est payée que sur une partie de l'intérêt proportionnelle à la fraction du prêt correspondant à quinze mille dollars.

Application à certains prêts.

Pour l'application du second alinéa aux prêts consentis avant le 1er mai 1964, le solde du principal à cette date est considéré comme le montant du prêt. S. R. 1941, c. 114, a. 5; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 38, a. 1.

Hypothèque.

6. L'hypothèque garantissant les prêts faits aux cultivateurs en vertu de la présente loi doit être consentie par un acte devant notaire. S. R. 1941, c. 114, a. 13 (*partie*); 2-3 Eliz. II, c. 64, a. 1; Procl. publiée dans la G. O., 1955, p. 1227.

Hypothèque non invalidée.

7. L'hypothèque qui garantit un prêt hypothécaire consenti par la Société à un cultivateur de cette province, après le 1er mai 1964, n'est pas invalidée par le défaut d'obtention ou d'enregistrement d'un certificat du percepteur des droits sur les successions ou du percepteur du revenu de la province. S. R. 1941, c. 114, a. 16; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 38, a. 2.

Présomption de propriété.

8. Toute personne en possession continue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire, par elle-même ou par ses auteurs, depuis au moins dix ans, d'un immeuble situé dans les districts électoraux de Bonaventure, de Gaspé-Nord, de Gaspé-Sud et des Îles-de-la-Madeleine, est, pour les fins d'un prêt consenti par la Société, réputée propriétaire de cet immeuble et peut valablement l'hypothéquer en garantie de ce prêt.

mine, may authorize the Bureau to pay, as from the 1st of May 1964, on loans made to veterans as full-time farmers of this Province, after the 26th of June 1954, under Part III of the Veterans' Land Act (R. S. C., 1952, Chap. 280), the difference between the annual interest of two and one-half per cent and that owing on such loans.

Restriction.

Such difference shall be paid only on a loan not exceeding fifteen thousand dollars and, if the loan exceeds such amount, it shall be paid only on a portion of the interest proportionate to the fraction of the loan corresponding to fifteen thousand dollars.

Application to certain loans.

In applying the second paragraph to loans made before the 1st of May 1964, the balance of the principal on that date shall be considered as being the amount of the loan. R. S. 1941, c. 114, s. 5; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 38, s. 1.

Hypothec.

6. The hypothec securing the loans made to farmers under this act shall be effected by deed before a notary. R. S. 1941, c. 114, s. 13 (*part*); 2-3 Eliz. II, c. 64, s. 1; Procl. published in O. G., 1955, p. 1227.

Hypothec not invalidated.

7. The hypothec securing a hypothecary loan made by the Corporation to a farmer of this Province after the 1st of May 1964 shall not be invalidated by failure to obtain or to register a certificate of the collector of succession duties or of the collector of provincial revenue. R. S. 1941, c. 114, s. 16; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 38, s. 2.

Presumption of ownership.

8. Every person in continuous, peaceable, public and unequivocal possession, as proprietor, by himself or through his predecessors in title, for at least ten years, of an immovable situated in the electoral districts of Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South and the Magdalen Islands, shall, for the purposes of a loan made by the Corporation, be deemed to be the owner of such immovable and may validly hypothecate it as security for such

S. R. 1941, c. 114, a. 17; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 38, a. 2.

loan. R. S. 1941, c. 114, s. 17; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 38, s. 2.

Stipulation pour autrui.

9. Par dérogation à l'article 1029 du Code civil, toute stipulation au profit de la Société est irrévocable. S. R. 1941, c. 114, a. 30; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.

9. Notwithstanding article 1029 of the Civil Code, every stipulation for the benefit of the Corporation shall be irrevocable. R. S. 1941, c. 114, s. 30; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4.

Stipulation irrevocable.

Réalisation de garantie.

10. Dans les cas où, suivant les termes du contrat de prêt, de vente ou de garantie additionnelle, la Société a droit de réaliser sa garantie, elle peut, au lieu de procéder par action en la manière ordinaire, réaliser la garantie au moyen des procédures ci-après prévues. S. R. 1941, c. 114, a. 22; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.

10. Whenever, by the terms of the contract of loan, of sale, or of additional guarantee, the Corporation is entitled to realize upon its security, it may, instead of proceeding by an action in the ordinary way, realize upon the security by means of the proceedings hereinafter provided. R. S. 1941, c. 114, s. 22; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4.

Realizing on security.

Demande de paiement.

11. Par un avis signifié au débiteur ou à ses ayants droit, en la manière prévue au paragraphe 2 de l'article 12, la Société requiert le paiement de la dette suivant les termes du contrat, sous un délai de trente jours.

11. By a notice served upon the debtor or his assigns, in the manner provided in subsection 2 of section 12, the Corporation shall require payment of the debt, in accordance with the terms of the contract, within a delay of thirty days.

Demand for payment.

Avis.

Cet avis peut aussi être donné par lettre recommandée mise à la poste sous le même délai à la dernière adresse connue de la Société. S. R. 1941, c. 114, a. 23; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.

Such notice may also be given by registered letter mailed within the same delay to the last address known to the Corporation. R. S. 1941, c. 114, s. 23; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4.

Notice.

Requête.

12. 1. À défaut de paiement du montant réclamé par la Société, suivant l'avis ci-dessus, celle-ci présente une requête à un juge de la Cour supérieure, siégeant dans le district où est situé l'immeuble, pour obtenir une ordonnance décrétant la vente de l'immeuble hypothéqué.

12. (1) Failing payment of the amount claimed by the Corporation, in accordance with the above notice, the latter shall present a petition to a judge of the Superior Court sitting in the district wherein the immovable is situated, for an order enjoining the sale of the hypothecated immoveable.

Petition.

Signification.

2. Cette requête est signifiée par huissier ou par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale, et doit être accompagnée d'un avis de l'heure, de la date et de l'endroit de sa présentation. Le délai de cet avis est celui des actions ordinaires.

(2) Such petition shall be served by a bailiff or by the secretary-treasurer of the municipal corporation, and must be accompanied by a notice of the place, date and hour when it will be presented. The delay upon such notice shall be that of ordinary actions.

Service.

Prescription interrompue.

3. Cette requête forme, à compter de la date de sa production au greffe, une interruption de la prescription.

(3) Such petition, from the time of its filing in the office of the court, shall constitute an interruption of prescription.

Prescription interrupted.

Procédure.

4. Il est procédé sur cette requête d'une manière sommaire et le juge, à sa discrétion, peut autoriser le débiteur à y répondre par écrit.

(4) Proceedings upon such petition shall be summary and the judge may, at his discretion, order the debtor to reply in writing.

Proceedings.

Jugement.	5. Le jugement sur cette requête est final et sans appel. S. R. 1941, c. 114, a. 24; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.	(5) The judgment upon such petition shall be final and without appeal. R. S. 1941, c. 114, s. 24; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4. <span style="float: right;">Judgment.</span>
Bref de terris.	13. Si la preuve sur la requête établit que le montant réclamé par la Société est dû, le juge ordonne contre le ou les biens immeubles garantissant la créance, l'émission d'un bref de <i>terris</i> qui aurait pu être émis par le tribunal compétent si jugement eût été obtenu pour le même montant, et si le délai accordé par la loi entre le jugement et l'exécution était expiré. S. R. 1941, c. 114, a. 25; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.	13. If the proof upon the petition establishes that the amount claimed by the Corporation is due, the judge shall order the issue, against the immoveable property or properties which is or are security for the debt, of a writ de <i>terris</i> which might have been issued by the court having jurisdiction if judgment had been obtained for the same amount, and if the delay by law allowed between the judgment and execution had expired. R. S. 1941, c. 114, s. 25; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4. <span style="float: right;">Writ de terris.</span>
Exécution.	14. Le bref émis en vertu de l'article 13 ci-dessus contient une description suivant l'article 2168 du Code civil de l'immeuble ou des immeubles à être saisis et vendus, et il est exécuté par le shérif, et la somme due à la Société par l'emprunteur est prélevée en vertu de ce bref avec dépens.	14. The writ issued under the above section 13 shall contain a description, in accordance with article 2168 of the Civil Code, of the immoveable or immoveables to be seized and sold, and shall be executed by the sheriff, and the sum owing to the Corporation by the borrower shall be levied in virtue of such writ, with costs. <span style="float: right;">Execution.</span>
Procédures.	Sous la réserve des dispositions de l'article 15, toutes procédures ultérieures se font comme si jugement avait été de fait obtenu. S. R. 1941, c. 114, a. 26; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.	Subject to the provisions of section 15, all subsequent proceedings shall be had as if judgment had in fact been obtained. R. S. 1941, c. 114, s. 26; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4. <span style="float: right;">Proceedings.</span>
Saisie.	15. 1. Nonobstant toute disposition à ce contraire, le shérif saisit, à son bureau, le ou les biens immobiliers garantissant la créance pour laquelle une requête a été présentée en vertu de la présente loi, sans qu'il soit nécessaire de procéder à l'interpellation du défendeur suivant l'article 705 du Code de procédure civile.	15. (1) Notwithstanding any provision to the contrary, the sheriff shall seize, at his office, the immoveable property or properties securing the debt for which a petition has been presented under this act, without having to interrogate the debtor in accordance with article 705 of the Code of Civil Procedure. <span style="float: right;">Seizure.</span>
Procès-verbal.	2. Un double du procès-verbal de saisie est transmis par le shérif à l'intimé, contre lequel le bref de <i>terris</i> a été émis, par lettre recommandée à sa dernière adresse connue de la Société.	(2) A duplicate of the minutes of seizure shall be transmitted by the sheriff to the respondent, against whom the writ de <i>terris</i> has been issued, by registered letter to his address known to the corporation. <span style="float: right;">Minutes.</span>
Publication, etc.	3. La publication et l'affichage prévus par le paragraphe 2 de l'article 717 du Code de procédure civile ne doivent pas être faits par le shérif, mais ils doivent l'être, au choix de ce dernier, par un huissier de la localité où est situé l'immeuble ou par une personne lettrée de cette localité. S. R. 1941, c. 114, a. 27; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.	(3) The publication and posting provided for by paragraph 2 of article 717 of the Code of Civil Procedure shall not be done by the sheriff but must be effected, at the option of the latter, by a bailiff of the place wherein the immoveable is situated or by a literate person of such place. R. S. 1941, c. 114, s. 27; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4. <span style="float: right;">Publication, etc.</span>

Exemption de droits payables.

16. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter:

1° Que la commission de deux et demi pour cent visée par les articles 2 et 3 de la Loi des salaires d'officiers de justice (chap. 31), et que le droit de un pour cent visé par l'article 13 de la Loi des palais de justice et prisons (chap. 37), ne seront pas percevables sur la vente d'un immeuble faite:

a) À l'instance de la Société, en vertu de la présente loi ou sur exécution d'un jugement rendu en la manière ordinaire;

b) À l'instance d'un tiers, lorsque l'immeuble garantissait un prêt fait par la Société;

2° Qu'aucun droit ne sera payable à la couronne sur l'enregistrement des actes constatant un prêt à un emprunteur, sur les recherches faites dans les bureaux d'enregistrement et sur les certificats émis par les registrateurs, pour le bénéfice d'un cultivateur qui sollicite un prêt à la Société;

3° Que les publications d'avis dans la *Gazette officielle de Québec* annonçant la vente d'un immeuble garantissant un prêt fait par la Société, seront gratuites. S. R. 1941, c. 114, a. 28; 10-11 Eliz. II, c. 32, a. 4.

Modification de tarif.

17. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il détermine:

1° De modifier les honoraires accordés par leur tarif, aux registrateurs qui ne sont pas à traitement fixe;

2° De suspendre l'application du tarif des registrateurs lorsque ceux-ci sont à traitement fixe. S. R. 1941, c. 114, a. 29.

16. The Lieutenant-Governor in Council may enact: Waiving Crown duties.

(1) That the commission of two and one-half per cent contemplated by sections 2 and 3 of the Officers of Justice Salary Act (Chap. 31) and the duty of one per cent contemplated by section 13 of the Court House and Gaol Act (Chap. 37) shall not be collectable on the sale of an immovable made:

(a) At the suit of the Corporation, under this act or upon execution of a judgment rendered in the usual way;

(b) At the suit of a third party, when the immovable secured a loan made by the Corporation;

(2) That no duty shall be payable to the Crown on the registration of deeds setting forth a loan to a borrower, on the searches made in registration offices and on the certificates issued by the registrars, for the benefit of a farmer asking for a loan from the Corporation;

(3) That the publications of notice in the *Quebec Official Gazette* advertising the sale of an immovable securing a loan made by the Corporation, shall be gratuitous. R. S. 1941, c. 114, s. 28; 10-11 Eliz. II, c. 32, s. 4.

17. The Lieutenant-Governor in Council may, likewise, on such conditions as he may determine: Changing tariff, etc.

(1) Change the fees allowed by their tariffs, to registrars who receive no fixed salary;

(2) Suspend the application of the registrars' tariff, when they receive a fixed salary. R. S. 1941, c. 114, s. 29.